

Référendum : l'heure de vérité !

La Gazette - Salomon Ravelontsalama – 16/11/10

20 mois après, jour pour jour, après la démission de Marc Ravalomanana, les Malgaches sont appelés demain à adopter la solution de crise proposée par Andry Rajoelina. Que l'initiative ne soit pas consensuelle, tel que l'assène encore l'ancien président de la République, le mérite est qu'elle associe le peuple à son avenir propre.

En 20 mois, tant de négociations se sont tenues tant à Antananarivo, qu'à Maputo, Addis-Abeba et Pretoria, mais rien n'en est sorti. Les politiques qui voulaient décider de l'avenir de 20 millions de Malgaches, ont lamentablement échoué. Et le scrutin de demain constitue sans doute l'ultime solution à cette crise qui n'a que trop duré, même si au-delà des effets dramatiques économiques et surtout sociales, la crise politique ne concernait finalement que quelques individus qui continuent de croire qu'eux seuls doivent décider de la conduite de l'Etat.

Le principal enjeu est donc la représentativité de l'électorat et donc la légitimité de ce scrutin. Si le « non » l'emporte, tant mieux pour l'opposition et tant pis pour la population et Madagascar qui seraient partis pour une longue transition, peut-être aussi longue que celle que les Ivoiriens ont connue. Mais comme personne ne soutient le « non » à l'exception de quelques gens dont on salue l'honnêteté intellectuelle et le courage d'exprimer leur point de vue, et que jamais dans l'histoire de l'Afrique (à l'exception de la Guinée en 1958), le « non » n'a jamais triomphé, on s'attend, donc, à une victoire largement majoritaire du « oui ». Même si depuis que Madagascar est appelé à un référendum, le pourcentage du « oui » est à la baisse : 96,43 % lors du scrutin du 8 octobre 1972 lors de la loi fondamentale proposée par le général Ramanantsoa ; 94,66 %, le 21 décembre 1975 quand Didier Ratsiraka a proposé la République démocratique de Madagascar avec le livre rouge et en prime son plébiscite à la tête de l'Etat ; 72,70 %, le 19 août 1992 pour l'avènement de la Troisième République après les événements populaires de 1991 ; 63,56 %, le 17 septembre 1995 lors de la révision constitutionnelle initiée par Albert Zafy après sa brouille avec son Premier ministre Francisque Ravony ; 50,98%, le 15 mars 1998 quand Didier Ratsiraka revient au pouvoir après l'empêchement d'Albert Zafy, disposition que l'Amiral s'est empressé d'enlever de la Constitution ; 63 %, le 4 avril 2007 quand Marc Ravalomanana a voulu renforcer son pouvoir. Le dernier référendum a vu croître le nombre des suffrages obtenus par le « oui » mais pour la première fois, ce sont plus de la majorité des électeurs qui ont boycotté le référendum avec seulement un taux de participation de 43,70 % contre 70,28 % en 1998 et 71,45 % en 1992.

Quelles que soient les imperfections dans sa préparation, ce référendum reposera donc sur le taux de participation. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Andry Rajoelina en personne s'est investi personnellement pour parcourir, dix jours durant, tout le pays. C'est peut-être aussi pourquoi les trublions s'agitent pour au moins intimider les électeurs d'Antananarivo, étant entendu que cette dernière, à tort ou à raison, est la vitrine de Madagascar où il est devenu notoire que si un président se fait élire hors de la capitale, il est éjecté de son siège à Antananarivo.

En tout état de cause, ce n'est pas Marc Ravalomanana qui pourra contester les résultats du vote de demain si le taux de participation est faible. Lui comme ses deux alliés des trois mouvances ne peuvent pas non plus reprocher au régime de Transition un projet de texte que peu ou prou de personnes connaissent. Ils sont plutôt mal placés pour le faire : le « Boky mena » (livre rouge) n'a-t-il pas été expliqué et initié à la population qu'après seulement le référendum de 1975 dont la Constitution était par ailleurs le seul apanage des proches du pouvoir ? En 1992, même les participants du forum national n'étaient pas au courant de la version finale du projet de Constitution sinon ils se seraient insurgés contre le changement du principe de deux mandats maximum pour le Président de la République, contre la possibilité de se présenter deux fois à sa réélection que les partisans des « Forces vives » ont retenue pour le texte final en gardant soigneusement le mot « deux ». Qui des Malgaches savaient que Marc Ravalomanana leur proposait au vote que Madagascar ne resterait plus un pays laïc et que l'anglais allait devenir la troisième langue officielle ? L'actuel régime a au moins le mérite d'avoir diffusé gratuitement à grande échelle le projet constitutionnel.

Le scrutin de demain sera par ailleurs un test décisif pour l'instauration du bulletin unique à Madagascar. Un mode que les bailleurs de fonds ont exigé depuis l'élection présidentielle mais que Marc Ravalomanana s'est refusé d'utiliser malgré ses promesses, les aides des ultra-démocrates de la communauté internationale continuaient d'affluer. Avec un taux d'analphabétisme très important, les Malgaches sauront-ils utiliser un bulletin unique ? On n'est peut-être pas moins intelligents que nos frères africains dont les conditions sont pratiquement les mêmes que chez nous, aussi espérons que le test sera réussi.

En tout cas, souhaitons que tout se passe bien demain et dans les jours qui suivent jusqu'à la publication des résultats. Il s'agit d'un pas décisif pour le pays. Car que les trois mouvances ne reconnaissent pas ce référendum, que le projet de Constitution ne soit pas parfait et que la préparation du référendum ait connu lacunes et imperfections, l'essentiel est qu'on donne la possibilité aux Malgaches de choisir eux-mêmes par la voie du vote. Qui peut trouver meilleur moyen d'expression de démocratie directe ? Qui peut mieux proposer pour le retour à l'ordre constitutionnel ?

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=7972:referendum-lheure-de-verite-&catid=57:la-une